


DE L' INDÉPENDANCE À LA CRISE URBAINE: CIRCUITS DE PRODUCTION, COOPÉRATION, ET CAPTURE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN À PORT-AU-PRINCE

DA INDEPENDÊNCIA À CRISE URBANA: CIRCUITOS DE PRODUÇÃO, COOPERAÇÃO E CAPTURA POLÍTICA DO DESENVOLVIMENTO URBANO EM PORTO PRÍNCIPE (HAITI)


FROM INDEPENDENCE TO URBAN CRISIS: PRODUCTION CIRCUITS, COOPERATION AND POLITICAL CAPTURE OF URBAN DEVELOPMENT IN PORT-AU-PRINCE (HAITI)

Zeno Soares Crocetti¹

 0000-0003-0608-5079

geocrocetti@gmail.com

Bachelard Noel²

 0000-0002-4000-7042

b.noel.2021@aluno.unila.edu.br

1 Universidade Federal da Integração Latino-Americana - Instituto Latino-Americano de Tecnologia, Infraestrutura e Território - Foz do Iguaçu/Paraná/Brasil. ORCID: <https://orcid.org/0000-0003-0608-5079>. E-mail: geocrocetti@gmail.com.

2 Universidade Federal da Integração Latino-Americana - Instituto Latino-Americano de Tecnologia, Infraestrutura e Território - Foz do Iguaçu/Paraná/Brasil. ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-4000-7042>. E-mail: b.noel.2021@aluno.unila.edu.br.

Artigo recebido em fevereiro de 2026 e aceito para publicação em maio de 2026.

RÉSUMÉ: La recherche examine les circuits spatiaux de production et les cercles de coopération dans la ville de Port-au-Prince, capitale d’Haïti, en cherchant à expliquer comment leur configuration contemporaine contribue à la reproduction de la crise urbaine et à la fragilisation du développement territorial. Elle part d’une approche géographique critique, s’appuyant principalement sur Milton Santos, Georges Anglade et David Harvey, qui permet d’articuler la formation historique du territoire haïtien aux stratégies récentes d’insertion subordonnée dans les chaînes de valeur mondiales. Nous soutenons que le parcours haïtien, depuis l’indépendance en 1804, a été marqué par des formes successives de domination extérieure – dette coloniale, occupation militaire, programmes d’« aide » conditionnelle – et par l’action d’élites internes au profil essentiellement rentiers, qui ont bloqué la constitution d’un projet national d’urbanisation et de développement productif. Dans ce contexte, la métropole de Port-au-Prince s’est consolidée comme le nœud central d’un système économique fragmenté, dans lequel coexistent des enclaves du circuit supérieur axées sur l’exportation (zones franches et services financiers), un vaste circuit urbain inférieur – basé sur les marchés populaires, l’informalité et les stratégies de survie – et l’expansion récente de circuits criminels qui capturent des fractions du territoire et des flux économiques. On peut en conclure que la crise des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération est fondamentalement politique et historiquement produite, et que sa résolution exige une réorientation profonde de l’État haïtien vers la souveraineté nationale, la décentralisation territoriale et la reconstruction de bases productives et institutionnelles capables de soutenir un développement urbain juste et durable.

Mots-clés: Port-au-Prince. Circuits spatiaux de production. Cercles de coopération. Crise urbaine. Développement territorial.

RESUMO: A pesquisa investiga os circuitos espaciais de produção e os círculos de cooperação na cidade de Porto Príncipe, capital do Haiti, procurando explicitar de que modo sua configuração contemporânea contribui para a reprodução da crise urbana e para a fragilização do desenvolvimento territorial. Parte-se de uma abordagem geográfica crítica, ancorada sobretudo em Milton Santos, Georges Anglade e David Harvey, que permite articular a formação histórica do território haitiano às estratégias recentes de inserção subordinada nas cadeias globais de valor. Argumenta-se que a trajetória haitiana, desde a independência de 1804, foi marcada por sucessivas formas de dominação externa – dívida colonial, ocupação militar, programas de “ajuda” condicionada – e pela atuação de elites internas de perfil essencialmente rentista, que bloquearam a constituição de um projeto nacional de urbanização e de desenvolvimento produtivo. Nesse quadro, a metrópole de Porto Príncipe consolidou-se como nó central de um sistema econômico fragmentado, no qual coexistem enclaves do circuito superior voltados à exportação (zonas francas e serviços financeiros), um vasto circuito inferior urbano – baseado em mercados populares, informalidade e estratégias de sobrevivência – e a expansão recente de circuitos criminais que capturam frações do território e de fluxos econômicos. Conclui-se que a crise dos circuitos espaciais de produção e dos círculos de cooperação é fundamentalmente política e historicamente produzida, e que sua superação exige uma profunda reorientação do Estado haitiano em direção à soberania nacional, à descentralização territorial e à reconstrução de bases produtivas e institucionais capazes de sustentar um desenvolvimento urbano mais justo e sustentável.

Palavras-chave: Porto Príncipe. Circuitos espaciais de produção. Círculos de cooperação. Crise urbana. Desenvolvimento territorial.

ABSTRACT: This research investigates the spatial circuits of production and the circles of cooperation in the city of Port-au-Prince, the capital of Haiti, seeking to explain how its contemporary configuration contributes to the reproduction of the urban crisis and the weakening of territorial development. It starts from a critical geographical approach, anchored primarily in the work of Milton Santos, Georges Anglade, and David Harvey, which allows for the articulation of the historical formation of Haitian territory with recent strategies of subordinate insertion into global value chains. It argues that Haiti's trajectory since independence in 1804 has been marked by successive forms of external domination – colonial debt, military occupation, conditional “aid” programs – and by the actions of essentially rent-seeking internal elites, who have blocked the constitution of a national project of urbanization and productive development. In this context, the metropolis of Port-au-Prince has consolidated itself as the central node of a fragmented economic system, in which enclaves of the upper circuit geared towards export (free trade zones and financial services), a vast urban lower circuit – based on popular markets, informality, and survival strategies – coexist with the recent expansion of criminal circuits that capture fractions of the territory and economic flows. It is concluded that the crisis of spatial circuits of production and circles of cooperation is fundamentally political and historically produced, and that overcoming it requires a profound reorientation of the Haitian state towards national sovereignty, territorial decentralization, and the reconstruction of productive and institutional bases capable of sustaining a more just and sustainable urban development.

Keywords: Port-au-Prince. Spatial circuits of production. Circles of cooperation. Urban crisis. Territorial development.

INTRODUCTION

La restructuration productive et financière mondiale mise en place à partir des années 1990, sous l'hégémonie des politiques néolibérales et de la libéralisation commerciale, a profondément redéfini les économies latino-américaines, en réorganisant les circuits productifs, les modèles d'investissement et les modes d'utilisation du territoire.

Dans le cas haïtien, ces processus se superposent à une longue période marquée par la dépendance extérieure, la centralisation politique et l'absence d'un projet d'urbanisation intégré, produisant une crise structurelle qui s'exprime de manière aiguë dans la capitale, Port-au-Prince.

Le nouveau régime d'accumulation – fondé sur une finance dérégulée, une ouverture commerciale asymétrique et des mécanismes d'endettement – a imposé aux pays périphériques une insertion subordonnée dans les chaînes de valeur mondiales, tout en affaiblissant la capacité de l'État à planifier le développement urbain et productif.

Dans presque tous les pays de l'Amérique latine, on a observé d'intenses restructurations techniques et productives, une déverticalisation des chaînes, un déplacement territorial des capitaux et une réduction des emplois industriels, avec des impacts directs sur la configuration des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération. En Haïti, ces dynamiques prennent des contours

spécifiques, s'articulant autour d'une formation territoriale marquée par la dette coloniale, l'occupation militaire, les élites rentières et les interventions extérieures successives.

Parmi les cas les plus représentatifs de cette crise structurelle figure Port-au-Prince, dont la base productive est fragile, fortement dépendante des importations et soutenue par une combinaison de zones franches orientées vers l'exportation et un vaste circuit inférieur d'économie urbaine informelle. Il s'agit d'un espace urbain profondément déstructuré, où les circuits spatiaux de production et les cercles de coopération sont fragmentés, sélectifs et, dans de nombreux cas, capturés par des logiques prédatrices et des activités illicites. L'urbanisation de la capitale haïtienne, loin d'être le résultat d'un aménagement du territoire cohérent, découle de décisions politiques et économiques qui ont favorisé la concentration des fonctions étatiques, des services et des flux de marchandises dans la métropole, sans la mise en place correspondante d'infrastructures et de services publics.

D'un point de vue théorique, la recherche s'appuie sur la conception de l'espace géographique comme un ensemble articulé de fixes et de flux, formulée par Milton Santos (1979), et sur la notion de circuits spatiaux de production et de cercles de coopération comme clés pour comprendre la division territoriale du travail et la dynamique de l'économie urbaine dans les pays périphériques.

À ces contributions s'ajoutent les analyses de Georges Anglade (1974) sur la formation de l'espace haïtien, la centralisation à Port-au-Prince et le rôle des circuits de commercialisation dans la cohésion – et l'inégalité – territoriale du pays, ainsi que les réflexions de David Harvey (2012a) sur la relation entre développement capitaliste, crises et urbanisation. En articulant ces références, l'article interprète la crise urbaine de Port-au-Prince comme l'expression d'un processus historique de subordination politique et économique, dans lequel le territoire est constamment réorganisé pour répondre aux intérêts extérieurs et à ceux d'une élite locale qui n'est pas engagée dans la construction d'une économie nationale.

La question qui guide l'étude peut être formulée comme suit: dans quelle mesure la configuration des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération à Port-au-Prince reflète-t-elle une capture politique, compromet le développement socioéconomique et aggrave-t-elle la crise urbaine haïtienne?

L'hypothèse centrale est que la crise des circuits et des cercles de coopération ne constitue pas seulement un effet collatéral des catastrophes naturelles ou des insuffisances techniques en matière de planification, mais qu'elle résulte de décisions politiques délibérées ayant consolidé un modèle structuré autour de deux axes parallèles : d'une part, une économie criminelle ; d'autre part, une économie dépendante de type enclave, centrée sur les zones franches d'exportation, l'informalité massive ainsi que la captation privée des rentes foncières et commerciales. Dans cette perspective, la déstructuration des circuits productifs et coopératifs est avant tout politique et historiquement produite, et ne peut être inversée que par une réorientation du projet d'État et de l'utilisation du territoire.

Sur le plan méthodologique, ce travail combine une revue bibliographique sur les théories des circuits spatiaux de production, des cercles de coopération et de la crise de l'urbanisation, en mettant l'accent sur Milton Santos, Maria Laura Silveira, Moraes, Anglade et Harvey, avec l'analyse de données socio-économiques et démographiques produites par des organismes nationaux et internationaux, tels que l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), la Banque Mondiale et la Banque Centrale d'Haïti.

Ces informations secondaires sont articulées autour d'observations sur le terrain et de l'examen de cartes, d'images satellites, de photographies et de statistiques construites à l'aide d'outils tels que

QGIS et Google Earth, permettant de caractériser la configuration territoriale de Port-au-Prince, ses circuits de production et ses dynamiques de coopération.

Le texte est organisé en trois sections, en plus de cette introduction. La première présente les fondements théoriques des circuits spatiaux de production, des cercles de coopération et des crises d'urbanisation dans les pays périphériques. La deuxième aborde le processus historique de formation territoriale d'Haïti et de Port-au-Prince, en mettant l'accent sur la centralisation politique, les interventions extérieures et les choix de politique économique qui ont façonné l'espace urbain.

La troisième partie analyse, empiriquement les circuits spatiaux de production et les cercles de coopération dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, en mettant l'accent sur la coexistence des zones franches, du circuit urbain inférieur, de l'informalité et de l'économie criminelle. Enfin, se présente les considérations finales, qui soulignent les limites du modèle actuel et les conditions politiques et institutionnelles nécessaires à la restructuration des circuits de production et de coopération.

FONDEMENTS THÉORIQUES

Théorie des Circuits Spatiaux de Production

Dans la tradition de la géographie critique brésilienne, les circuits spatiaux de production constituent un instrument central pour comprendre comment la production, la circulation et la consommation se territorialisent, articulant des fixes et des flux à différentes échelles (Santos, 1996).

Milton Santos (1996) définit l'espace géographique comme un «ensemble indissociable, solidaire et également contradictoire, de systèmes d'objets et de systèmes d'actions», refusant toute lecture statique du territoire. Dans cette perspective, le circuit spatial de production exprime l'enchaînement des étapes par lesquelles passent les produits, depuis l'obtention des matières premières jusqu'à la consommation finale, articulant les entreprises, les travailleurs, les institutions publiques et les marchés dans des réseaux de flux matériels et immatériels.

Les circuits spatiaux sont composés, de manière schématique, de quatre dimensions interdépendantes: le circuit de production, le circuit de circulation, le circuit de consommation et le milieu technico-scientifique-informationnel.

Le circuit de production englobe les activités d'extraction, de transformation industrielle et de distribution initiale, mobilisant différents agents économiques à plusieurs échelles territoriales. Le circuit de production comprend les flux de marchandises, de capitaux, d'informations et de personnes, soutenus par des infrastructures de transport, de communication et des réseaux financiers, qui permettent aux produits de circuler entre différents lieux et à différentes échelles.

Le circuit de consommation, quant à lui, est conditionné par des facteurs culturels, sociaux et économiques, et est de plus en plus influencé par des stratégies de marketing et des formes sophistiquées de gestion de la demande.

Le milieu technico-scientifique-informationnel représente la base des techniques, des connaissances et des systèmes d'information qui réorganisent la production, accélèrent la circulation et redéfinissent la densité relative des lieux dans la division territoriale du travail.

En examinant les formes contemporaines d'accumulation, Santos (1996) souligne que les processus de production sont de plus en plus segmentés territorialement, ce qui exige de remplacer la

notion de « circuits régionaux de production » par celle de « circuits spatiaux de production », capables de saisir les enchaînements qui traversent les frontières nationales et articulent des territoires éloignés.

Moraes (1985) attire l'attention sur le fait que ces circuits fonctionnent dans le cadre de la mondialisation de l'espace géographique et des relations sociales de production, ce qui rend indispensable de discuter de la division spatiale du travail à plusieurs échelles. Dans ce contexte, l'espace n'est pas un simple décor, mais le résultat même de l'interaction entre les circuits de production et les stratégies de commandement des entreprises et des États.

Moraes (1985) distingue également deux circuits qui coexistent dans les économies périphériques : un *circuit supérieur*, intensif en capital, en technologie, en information et en connexions mondiales, et un *circuit inférieur*, caractérisé par un faible capital fixe, l'informalité, la précarité des normes et une forte dépendance vis-à-vis des biens importés.

Cette distinction, reprise et approfondie par Santos (1979), permet de comprendre comment l'urbanisation périphérique combine des enclaves modernes, fortement connectées aux flux mondiaux, avec de vastes zones de pauvreté urbaine où la survie dépend de petites activités commerciales, de services informels et de réseaux familiaux.

Dans le cas haïtien, ce dualisme prend une forme extrême, avec des zones franches exportatrices articulées autour de chaînes mondiales de confection coexistant avec un circuit urbain inférieur qui comprend des marchés populaires, le commerce ambulante et des micro-entreprises insérées dans un environnement de forte instabilité politique et de violence.

Georges Anglade (2008) transpose ce débat dans le contexte spécifique d'Haïti, en développant une théorie des circuits qui articule l'espace, l'État et la nation dans un territoire marqué par la pauvreté et une urbanisation en crise. Pour cet auteur, les circuits sont des « canaux » par lesquels s'effectuent la production et la circulation des marchandises – principalement des denrées alimentaires, des matières premières, des biens locaux et importés – ainsi que les différents gains fiscaux et formes d'appropriation des revenus. Le pays se matérialise à partir de l'articulation entre *les bourgs-jardins*, les marchés locaux et la ville centrale, Port-au-Prince, formant des réseaux qui garantissent à la fois une cohésion territoriale minimale et la reproduction des inégalités sociales.

Ces circuits, comme le souligne Anglade (2008), fonctionnent comme des réseaux de taxation et d'accumulation, dans lesquels l'État et les groupes dominants tirent des revenus, façonnant l'espace par le biais de pressions fiscales, du contrôle des flux et de la concentration des activités dans certaines régions.

Anglade (2008) soutient que le circuit s'érige en règle active de cohésion territoriale et de production de l'espace, convergeant continuellement vers une ville-centre – dans le cas haïtien, Port-au-Prince –, qui concentre les fonctions politiques et économiques.

Le mouvement des circuits prend deux directions principales : du rural vers l'urbain, par la collecte et le transport de produits agricoles ; et de l'urbain vers le rural, par la diffusion de produits manufacturés, de biens importés et de normes administratives. En reliant les sous-centres de population (*bourgs-jardins*) et les marchés locaux à la métropole, cette organisation territoriale renforce la centralisation économique et politique, au prix d'une vulnérabilité croissante des régions périphériques.

Dans les sociétés capitalistes et semi-capitalistes basées sur les revenus fonciers urbains et ruraux, le crédit usuraire et l'extraction de plus-value, ces circuits tendent à intensifier la polarisation sociale et spatiale, créant des pôles de concentration de richesse et de vastes zones de pauvreté.

En s'appuyant sur les contributions de Marx, Santos, Anglade et d'autres auteurs, il apparaît clairement que les processus économiques et sociaux qui structurent les circuits de production affectent directement l'espace urbain, qui est à la fois le reflet et l'agent de ces circuits. Les villes sont façonnées par la manière dont s'organisent les chaînes de production, de circulation et de consommation : les quartiers financiers, les quartiers industriels, les zones résidentielles haut de gamme et les favelas expriment, sur le territoire, les inégalités de revenus, de pouvoir politique et d'accès aux infrastructures.

La théorie des circuits spatiaux de production permet ainsi d'interpréter la production de l'espace urbain à Port-au-Prince comme le résultat d'une combinaison entre des enclaves productives tournées vers le marché extérieur, un vaste circuit inférieur de survie et des circuits criminels qui s'approprient des fractions du territoire et des flux économiques illégaux.

Cercle de Coopération dans L'économie

Alors que les circuits spatiaux de production concernent principalement les flux matériels de marchandises, de capitaux et de personnes, les cercles de coopération font référence aux flux immatériels qui régulent et coordonnent le fonctionnement de ces circuits. Santos et Silveira (2010) définissent les cercles de coopération comme l'ensemble des normes, routines, décisions, informations, connaissances et formes de coordination qui articulent les entreprises, les institutions, les travailleurs et les consommateurs, assurant la continuité de l'appareil productif.

Il s'agit donc de « l'intelligence du capital », qui se manifeste dans les conventions techniques, les règles de crédit, les politiques publiques, les contrats et les dispositifs de gouvernance qui traversent le territoire.

Les cercles de coopération permettent à des acteurs dispersés – dans différentes régions et différents pays – de maintenir des liens stables malgré la distance géographique. Ferreira et Zanotelli (2020) soulignent que ces cercles impliquent à la fois des flux matériels et immatériels, reliant des entreprises, des établissements d'enseignement et de recherche, des organismes publics, des banques, des cabinets de conseil et des organisations de la société civile.

De la même manière, Aracri *et al.* (2022) définissent les cercles de coopération comme des flux de nature immatérielle – actions, décisions, ordres, informations, idées et connaissances – qui se maintiennent entre les branches et les institutions d'un secteur, rendant possible la coordination de chaînes de production complexes.

Dans les pays périphériques, la sélectivité de ces cercles est un élément fondamental : certains segments économiques disposent de réseaux de coopération solides (tels que les zones franches d'exportation et les systèmes financiers), tandis que d'autres restent isolés ou soumis à des formes de coordination précaires.

Tableau 1. Types de circuits à Port-au-Prince

Type de circuit	Base territoriale principale	Principaux acteurs	Caractéristiques et impacts socio-spatiaux
Circuit supérieur exportateur (zones franches)	Zones franches et parcs industriels à Delmas, Cité Soleil, Tabarre, Carrefour.	Entreprises transnationales, État (DZF, CNZF, BRH), banques.	Production textile pour l'exportation, exonérations fiscales, faible valeur ajoutée interne, faibles liens avec l'économie locale.
Circuit supérieur des services financiers et des télécommunications	Centre de Port-au-Prince, Turgeau, Bois Verna, Pétion-Ville.	Banques, opérateurs de télécommunications, grandes entreprises.	Contrôle des flux de capitaux et d'informations ; forte insertion mondiale; concentration des revenus et des services dans les zones à revenus élevés.
Circuit inférieur urbain informel	Marchés populaires, rues principales, quartiers périphériques et favelas.	Vendeurs ambulants, petits commerçants, familles.	Haut degré d'informalité, faible protection sociale, utilisation intensive de l'espace public, importance centrale dans la survie quotidienne.
Circuits criminels	Quartiers contrôlés par des gangs, routes de contrebande et de trafic.	Gangs armés, intermédiaires politiques, segments du monde des affaires.	Appropriation violente du territoire, perception illégale de loyers, déplacements forcés et aggravation de l'insécurité urbaine.
Circuits de coopération internationale	Sièges d'ONG, organismes multilatéraux, projets ponctuels dans des quartiers spécifiques.	Organismes internationaux, ONG, État, communautés locales.	Ressources externes sélectives, projets fragmentés, renforcement des cercles de coopération exogènes et dépendance vis-à-vis des agendas externes.

Source: Élaboré par les auteurs.

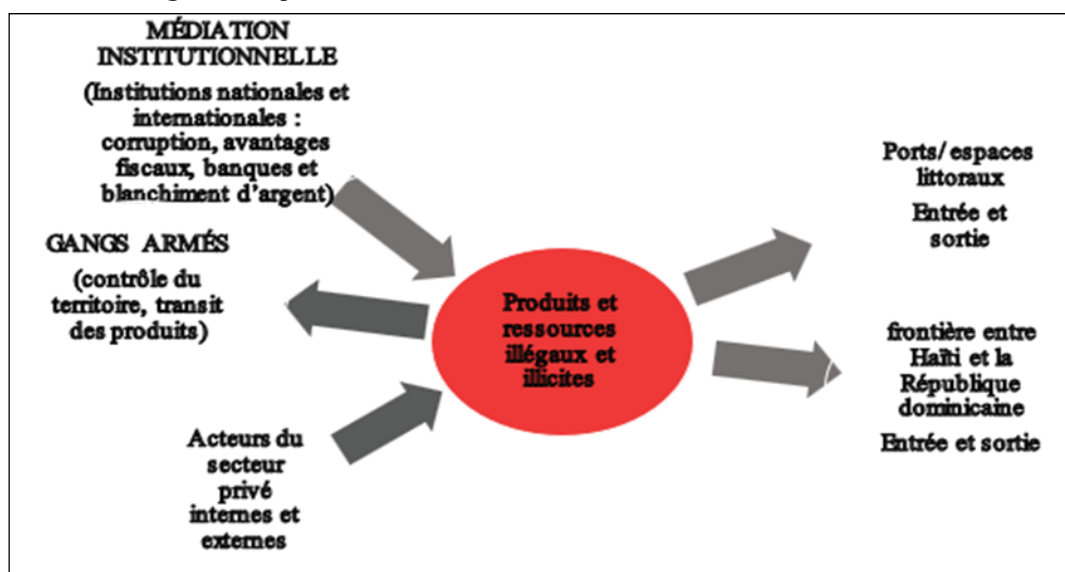
Dans le domaine des coopératives et d'autres expériences économiques associatives, les circuits spatiaux de production et les cercles de coopération peuvent révéler des modèles spécifiques d'utilisation du territoire, de division territoriale du travail, de spécialisations productives et de flux d'informations et de crédit.

Les unités de services éducatifs, financiers, d'assistance technique, les entreprises affiliées, les pouvoirs publics et les entités représentatives forment des réseaux qui échangent des marchandises, des informations, des services et des ressources. Cependant, dans des contextes tels que celui d'Haïti, ces cercles de coopération ont tendance à être fragiles ou asymétriques, souvent subordonnés aux agendas des bailleurs de fonds internationaux, des ONG et des organismes multilatéraux, ce qui limite la capacité à construire un projet de développement endogène.

Dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, l'analyse des cercles de coopération permet d'identifier, d'une part, des circuits étroits et relativement denses entre les grandes banques, les institutions financières internationales, les entreprises de télécommunications et les zones franches, et d'autre part, des réseaux fragmentés de coopératives populaires, d'associations communautaires et de petits producteurs, avec une faible capacité de coordination et un accès limité au crédit, à la technologie et à l'information.

En outre, ces dernières années, un type de « cercle de coopération » pervers, lié à l'économie criminelle, a vu le jour : des gangs armés, des intermédiaires politiques et des segments du monde des affaires établissent des relations d'intérêt mutuel qui garantissent le contrôle territorial des quartiers, la protection de certaines routes de circulation des marchandises et l'extraction de revenus par la violence.

Figure 1. Représentation du circuit criminel dans la ville de Port-au-Prince



Source: Élaboré par les auteurs.

Ce Figure 1 représente le fonctionnement des circuits criminels à Port-au-Prince, impliquant de multiples acteurs, notamment des institutions publiques, des acteurs du secteur privé (nationaux et étrangers) et des bandes armées. Au cœur de ce circuit se trouve la création et la circulation de biens et de ressources financières illicites, autour desquelles s'articulent divers flux. Ces flux intègrent les institutions formelles et informelles, ainsi que d'autres flux entrant ou sortant du pays par les frontières entre Haïti et la République dominicaine, par les ports et le long du littoral. Les actions violentes des bandes armées contribuent au maintien d'un climat d'instabilité propice à la perpétration d'activités criminelles, garantissant le transit et la circulation de ces biens et capitaux. Ces cercles parallèles corrompent les institutions publiques, faussent les circuits de production et rendent le territoire encore plus vulnérable.

Théorie Sur La Crise du Processus D'urbanisation

Milton Santos (1996) soutient que l'urbanisation dans les pays sous-développés, comme le Brésil, s'est déroulée de manière accélérée, désorganisée et subordonnée à un modèle de développement qui privilégie la croissance économique au détriment du bien-être social. Selon l'auteur, l'urbanisation périphérique ne reproduit pas le cheminement des pays centraux, où l'expansion urbaine s'est accompagnée d'une industrialisation et d'investissements dans les infrastructures, mais constitue un « milieu technique » incomplet, dans lequel la densité des équipements et des services est sélective et fonctionnelle aux besoins du capital (Santos, 1996).

Cette urbanisation corporative et mondialisée a aggravé la ségrégation socio-spatiale, la croissance de l'économie informelle et la crise environnementale urbaine, tout en vidant les régions de leur capacité à contrôler ce qui s'y passe.

Santos et Silveira (2010) montrent que la nouvelle division territoriale du travail, associée aux progrès de la science et de la technique, à la circulation accélérée de l'information et à l'expansion du capitalisme dans les zones périphériques, consolide les spécialisations productives régionales et fragmente le territoire.

Alors que certains points sont fortement intégrés aux circuits supérieurs de l'économie – abritant des industries, des services de pointe et des centres de décision –, de vastes zones deviennent des réserves de main-d'œuvre, des zones de déversement de déchets ou des territoires d'informalité.

L'urbanisation périphérique est donc indissociable des politiques économiques qui redéfinissent le rôle des États nationaux, déplacent les décisions vers des sphères supranationales et affaiblissent la capacité de planification urbaine.

Anglade (2008), analysant le cas haïtien, souligne que l'urbanisation désordonnée dans les pays pauvres est alimentée par d'intenses migrations rurales-urbaines, la concentration des services et des opportunités dans les villes et l'absence de politiques publiques efficaces d'aménagement du territoire.

En Haïti, ce processus a pris la forme d'une centralisation extrême à Port-au-Prince, où se sont concentrés les fonctions étatiques, le commerce extérieur et les services de base, sans investissements proportionnels dans les infrastructures, le logement et les transports. Cette combinaison a donné naissance à une métropole qui est à la fois un centre politique et économique et un espace de crise chronique, avec des taux élevés d'informalité, de favélisation et de violence.

David Harvey (2012b), quant à lui, souligne la relation intrinsèque entre le développement capitaliste, les crises et le processus d'urbanisation. Les crises capitalistes ne sont pas des événements isolés, mais des phénomènes récurrents qui se déplacent entre les secteurs (immobilier, financier, industriel, bancaire) et les régions géographiques au fil du temps, afin de résoudre temporairement les contradictions de l'accumulation.

L'urbanisation apparaît alors comme un mécanisme privilégié d'absorption des excédents de capital, par le biais de l'expansion des infrastructures, de la construction de logements et de la reconfiguration des espaces urbains. En analysant le cas américain, Harvey (2012b) montre comment la suburbanisation et d'autres formes de restructuration urbaine ont servi à réorganiser le territoire et à rétablir la rentabilité du capital en période de crise.

Appliquée à Haïti, cette perspective permet de comprendre comment les interventions extérieures, les programmes de « reconstruction » et les investissements dans les zones franches agissent comme des tentatives de recomposition des circuits d'accumulation dans un contexte de crise permanente, tout en renforçant la dépendance économique et la subordination politique. Dans le cas de Port-au-Prince, l'urbanisation non planifiée et la multiplication des quartiers précaires ne sont pas seulement le résultat d'un manque de compétences techniques, mais l'expression d'un modèle de développement qui tolère – et, dans une certaine mesure, *produit* – un espace urbain déstructuré, propice à certains intérêts économiques et géopolitiques. La crise urbaine haïtienne doit donc être comprise comme une crise des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération, produite historiquement par la combinaison de politiques internes exclusives, de la dette coloniale, des occupations militaires et de la néolibéralisation de l'économie.

BREF HISTORIQUE ÉCONOMIQUE ET URBAIN DE PORT-AU-PRINCE

Haïti constitue un cas unique dans l'histoire mondiale, en tant que première république noire, résultat d'une révolution anti-esclavagiste, antiraciste et anticolonialiste qui a abouti à l'indépendance en 1804. Cependant, cette conquête politique ne s'est pas traduite par un projet d'urbanisation planifié et durable, capable de construire une base d'infrastructures et de services qui soutiennent le corps

social. Depuis les premières années de l'État indépendant, la fragilité institutionnelle, les rivalités entre les élites et les pressions extérieures ont limité la possibilité d'une politique territoriale cohérente.

Tableau 2. Étapes historiques et effets sur les circuits spatiaux de production à Port-au-Prince

Événement historique	Mesure / événement central	Effets sur les circuits de production et les cercles de coopération	Référence principale
Indépendance et Constitution de 1805	Proclamation de l'indépendance et Constitution sous Dessalines, avec un projet d'État fort et de décentralisation territoriale	Tentative de construction de circuits de production nationaux articulés autour d'un État souverain; renforcement initial des cercles de coopération étatiques	JANVIER (2018)
Assassinat de Dessalines (1806) et fragmentation	Rupture du projet de Dessalines et division du pays en régions rivales	Discontinuité du plan territorial, affaiblissement des circuits de production internes et renforcement des élites régionales rentières	JANVIER (2018)
Code rural de 1826	Institutionnalisation des formes de servitude paysanne et restriction de la mobilité rurale-urbaine	Blocage de la formation de circuits internes dynamiques; maintien d'une base agricole exploitée et peu intégrée à l'urbanisation planifiée	JANVIER (2018)
Imposition de la dette à la France (1825)	Traité obligeant Haïti à payer 150 millions de francs à l'ancienne métropole	Drainage des ressources fiscales, limitation des investissements dans les infrastructures urbaines et renforcement de la dépendance extérieure et de l'orientation vers l'exportation	JOACHIM (1975); JANVIER (2018)
Occupation américaine (1915-1934)	Contrôle politique, militaire et financier du pays par les États-Unis.	Centralisation à Port-au-Prince, réorganisation des routes et des infrastructures selon les intérêts extérieurs, redéfinition des circuits commerciaux et fiscaux.	LUCIEN (2018)
Tremblement de terre de 2010	Catastrophe naturelle détruisant une partie importante des infrastructures urbaines.	Reconfiguration des circuits de production et de circulation; déplacements de population; ouverture à de nouvelles dynamiques de spéculation et d'« aide » extérieure.	ANDRADE (2016); SAINTÉ (2018)
Intensification des zones franches et des politiques néolibérales (1990-2024)	Adoption de politiques de libéralisation, d'incitations aux zones franches et d'intégration dans des accords commerciaux.	Consolidation des enclaves du circuit supérieur tournées vers l'extérieur, désarticulation des chaînes internes et fragilisation fiscale de l'État.	BANQUE MONDIALE; TRADING ECONOMICS; BRH (2012)
Escalade récente de la violence armée et contrôle des gangs	Expansion des groupes armés contrôlant les quartiers et les voies de circulation.	Formation de circuits criminels et de cercles de coopération pervers, qui remplacent ou sapent les institutions publiques et réorganisent l'utilisation du territoire.	ANDRADE (2016); LUCIEN (2018)

Source: Élaboré par les auteurs.

La Constitution de 1805, élaborée sous la direction de Dessalines, exprimait une vision de renforcement de l'État et de décentralisation territoriale, avec la création de divisions militaires, la construction d'écoles et de tribunaux et la promotion de l'agriculture et du commerce comme bases de la prospérité nationale. Cependant, l'assassinat de Dessalines en 1806 et la fragmentation politique qui s'ensuivit ont interrompu ce projet, ouvrant la voie à la formation de régions antagonistes, avec des projets de développement conflictuels et une urbanisation désarticulée.

Le «Code rural» de 1826, par exemple, a consolidé l'asservissement des paysans, restreignant la mobilité de la population pauvre et aggravant l'exclusion sociale.

Le Code rural de 1826 est la plus cruelle, la plus impardonnable des erreurs ou des crimes de Boyer. Il y consacre l'asservissement des paysans, timidement amorcé en 1821; il interrompt la croissance économique du pays, stérilise la nation (Janvier, 2018, p. 172).

L'imposition à Haïti par la France, en 1825, d'une dette de 150 millions de francs, souvent qualifiée de «rançon de l'indépendance», constitue un tournant décisif, fréquemment interprété comme une forme précoce de néocolonialisme financier (Joachim, 1975). Le paiement de cette indemnité a drainé des ressources qui auraient pu être consacrées à la construction d'infrastructures urbaines, renforçant ainsi le conservatisme foncier et l'orientation exportatrice vers le marché extérieur. L'unification temporaire de l'île sous le gouvernement de Boyer ne s'est pas traduite par des investissements urbains cohérents ; au contraire, la nécessité d'honorer la dette a consolidé un modèle d'exploitation de la paysannerie et de négligence à l'égard de la construction d'une base urbaine et industrielle.

La question de la restitution de cette rançon, officiellement réclamée par le gouvernement de Jean-Bertrand Aristide en 2003, est restée marginalisée pendant des décennies dans le débat international. Ce n'est qu'au début de l'année 2025 que le sujet a retrouvé une plus grande visibilité. En avril 2025, pour la première fois, le président français Emmanuel Macron a publiquement reconnu l'injustice de la rançon imposée à Haïti en 1825 et ses conséquences historiques sur le développement du pays. Cependant, malgré cette reconnaissance symbolique, aucune mesure concrète de restitution financière ou de réparations coloniales n'a encore été mise en œuvre.

Au XXe siècle, l'occupation américaine (1915-1934) a reconfiguré les circuits de production et l'organisation territoriale d'Haïti, centralisant le pouvoir économique et administratif à Port-au-Prince et subordonnant le pays à des intérêts stratégiques extérieurs (Lucien, 2008). Les entreprises étrangères ont été favorisées par des concessions, tandis que les travaux d'infrastructure et les itinéraires ont été planifiés pour garantir la circulation des marchandises et des capitaux au profit de ces sociétés. Des prêts onéreux et le contrôle du système financier par les banques américaines ont encore réduit l'autonomie de l'État haïtien, limitant sa capacité à mener une politique urbaine souveraine.

Au cours des décennies suivantes, des interventions extérieures successives, des programmes d'assistance internationale et des alliances entre les élites locales et les acteurs internationaux ont généré une instabilité chronique, limité sa souveraineté et renforcé un modèle de centralisation à Port-au-Prince, sans que cela n'implique le renforcement des circuits productifs internes (Johnston, 2024). La capitale est devenue le principal nœud de circulation des marchandises, des personnes et des services, mais sans plan d'urbanisation intégrateur, ce qui a entraîné une bidonvilisation massive, une dégradation de l'environnement et une vulnérabilité croissante aux catastrophes. Le tremblement de terre de 2010 n'a fait qu'intensifier une crise déjà en cours, détruisant les infrastructures, déplaçant les populations et ouvrant la voie à de nouvelles formes d'appropriation spéculative du territoire.

Au cours de cette évolution historique, la configuration des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération à Port-au-Prince a été continuellement façonnée par des décisions politiques qui ont privilégié l'extraction de rentes, le maintien d'élites rentières et la subordination à des intérêts extérieurs, au détriment de la construction d'une base productive diversifiée et d'une urbanisation à orientation sociale. La crise urbaine actuelle est donc indissociable de cette longue durée, au cours de laquelle le territoire est utilisé comme support à une accumulation inégale et non comme fondement d'un projet de développement national.

Fondation De La Ville De Port-Au-Prince Et Évolution Géographique

La fondation de Port-au-Prince, au milieu du XVIII^e siècle, répondait aux objectifs stratégiques de la colonisation française, combinant défense militaire, accès à la mer et facilitation du commerce extérieur. Le site choisi présentait des avantages géographiques qui permettaient l'installation d'un port et l'articulation des routes terrestres et maritimes, garantissant aux colons le contrôle des flux de sucre, de café et d'autres marchandises destinées à l'Europe (THÉODAT, 2013). Depuis son origine, la ville a donc été conçue comme un instrument d'exploitation coloniale et de contrôle du territoire environnant.

Figure 2. Localisation de la ville de Port-au-Prince



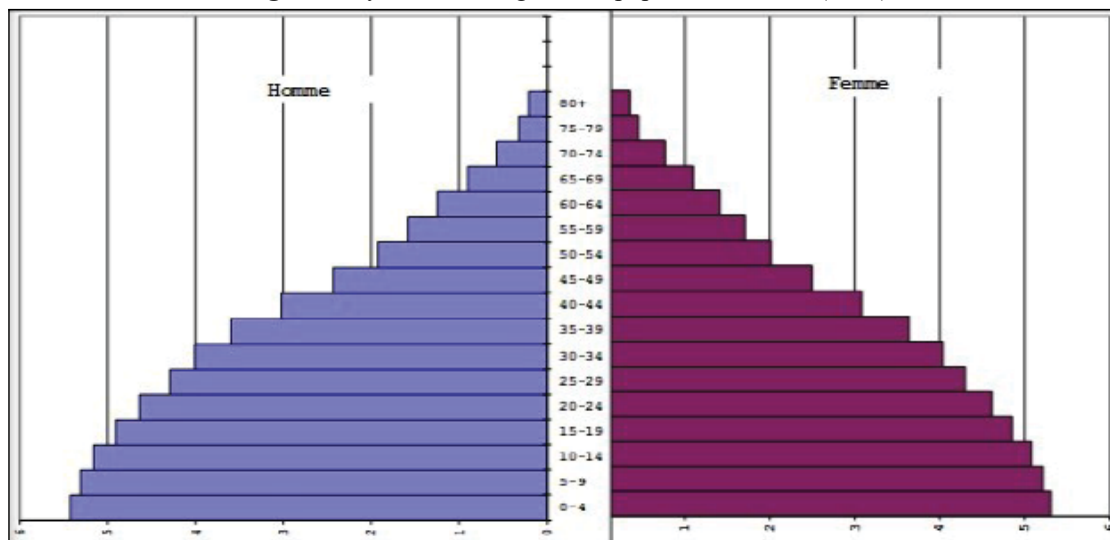
Source: Élaboré par les auteurs.

Au fil du temps, Port-au-Prince a remplacé Cap-Haïtien comme capitale, concentrant les fonctions politiques, administratives et économiques et s'imposant comme le principal centre du réseau urbain haïtien. Après l'indépendance, cette centralisation s'est maintenue, malgré un contexte d'instabilité politique et des limites à la capacité d'investissement de l'État. D'un point de vue administratif, la ville est aujourd'hui la capitale nationale du département de l'Ouest, qui fait partie d'une division territoriale comprenant dix départements (IHSI, 2024).

La zone métropolitaine de Port-au-Prince comprend des communes telles que Delmas, Cité Soleil, Carrefour, Tabarre et Pétion-Ville, qui présentent des caractéristiques environnementales similaires, mais des niveaux très différents en termes de revenus, d'infrastructures et de services. En 2024, le département de l'Ouest comptait plus de 4 millions d'habitants, dont environ 2,67 millions résidaient dans la zone métropolitaine (IHSI, 2024), ce qui témoigne d'une croissance démographique continue qui exerce une pression sur l'espace urbain et les systèmes de transport, d'assainissement et de logement.

La pyramide des âges révèle une population majoritairement jeune, ce qui indique un potentiel démographique important, mais met également en évidence le risque d'augmentation du chômage et de la violence dans un contexte de faible capacité d'inclusion productive.

Figure 3. Pyramide des âges de la population d'Haiti (2024)



Source: IHSI, 2024.

La répartition de la population dans l'espace urbain est devenue encore plus inégale ces dernières années, en raison de l'avancée des gangs armés et des déplacements forcés de familles qui abandonnent les zones côtières et les quartiers traditionnels à la recherche d'une sécurité relative dans des régions plus élevées ou dans des abris de fortune. Ces mouvements renforcent la fragmentation socio-spatiale et aggravent les inégalités en matière d'accès à l'emploi, aux services et aux infrastructures, tout en introduisant de nouvelles lignes de ségrégation liées au contrôle armé des quartiers. L'apparente absence de planification cache ainsi une rationalité politique qui tolère le maintien d'un espace urbain vulnérable, propice à la reproduction de certaines logiques économiques et de domination territoriale.

En analysant à la lumière des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération, l'évolution géographique de Port-au-Prince montre une métropole construite pour concentrer les flux et les décisions, mais sans projet de cohésion territoriale et d'intégration productive. Les échelles municipale, communale et métropolitaine révèlent une économie urbaine organisée autour d'enclaves formelles et de vastes territoires informels, dans lesquels la précarité du logement et le manque de services s'articulent à la fragilité des circuits de coopération institutionnels.

CIRCUITS SPATIAUX DE PRODUCTION ET CERCLE DE COOPÉRATION DANS LA VILLE DE PORT-AU-PRINCE

L'économie haïtienne affiche l'un des PIB par habitant les plus bas au monde, avec des crises politiques successives, des catastrophes naturelles et une fragilité institutionnelle qui compromettent sa capacité à générer de la richesse. Bien que l'on observe récemment une augmentation du PIB par habitant, qui est passé de US\$ 1.411,1 en 2015 à US\$ 2.981,46 en 2024 (Trading Economics,

2024), cette croissance ne s'est pas traduite par une amélioration substantielle du bien-être ou par un dynamisme économique structurel.

Port-au-Prince concentre la majeure partie des activités économiques formelles du pays, en particulier dans les secteurs des services et du commerce, mais cette centralisation s'accompagne de l'expansion d'un vaste circuit urbain inférieur.

Le centre-ville et des quartiers tels que Turgeau, Bois Verna et Bourdon, ainsi que les communes de Delmas et Pétiou-Ville, constituent le cœur économique métropolitain, où se trouvent les institutions financières, les entreprises de télécommunications, les hôtels, les agences de tourisme et les sièges des grandes entreprises. Ce noyau constitue un espace fortement intégré aux flux mondiaux d'information et de capitaux, fonctionnant comme une partie du circuit supérieur de l'économie haïtienne. Dans le même temps, les activités industrielles restent limitées, technologiquement retardées et archaïques, concentrées dans des zones franches et des parcs industriels, tels que Sonapi, situés principalement à Delmas, Cité Soleil, Tabarre et Carrefour.

Les zones franches, réglementées par des structures étatiques spécifiques et ancrées dans des accords internationaux de libre-échange, fonctionnent comme des enclaves productives orientées vers l'exportation, offrant des exonérations fiscales et des facilités douanières. L'intégration d'Haïti dans ces chaînes mondiales de production de vêtements génère toutefois peu de valeur ajoutée interne, car les produits sont destinés presque exclusivement au marché extérieur et l'État perd d'importantes recettes en raison des exonérations fiscales. En exigeant des réserves obligatoires et en offrant des taux d'intérêt préférentiels pour le financement de ces entreprises, la Banque centrale renforce une politique monétaire visant à attirer les investissements étrangers (BRH, 2012), même si cela ne se traduit pas par une diversification de la production ou un renforcement des circuits de coopération internes.

Au-delà du circuit supérieur, l'économie de la région métropolitaine est dominée par le circuit inférieur, constitué de marchés libres, de marchés informels, de commerce ambulant et de petits services, qui représentent le principal moyen de survie pour la majeure partie de la population économiquement active, estimée à environ 5,2 millions de personnes en 2024 (Banque Mondiale, 2026). Le taux de chômage élevé chez les jeunes et l'absence de politiques publiques efficaces en matière de création d'emplois et de revenus poussent de nombreux jeunes vers des activités illicites et vers l'intégration dans des réseaux de gangs armés, lorsqu'ils ne migrent pas à l'étranger. Des événements tels que le tremblement de terre de 2010 et la récente escalade de la violence armée ont reconfiguré les flux commerciaux et les espaces d'informalité, déplaçant les marchés et intensifiant l'anarchie urbaine et la précarisation des espaces publics.

Sur le plan macroéconomique, le pays présente un déficit commercial structurel, les importations étant largement supérieures aux exportations. En 2024, les importations ont atteint 440 millions de dollars américains, tandis que les exportations n'ont atteint que US\$ 65 millions (Trading Economics, 2025), ce qui se traduit par un déficit commercial structurel et révèle le rôle subordonné d'Haïti dans la division internationale du travail, ainsi qu'une forte dépendance à l'égard des biens importés pour la consommation intérieure. La relation commerciale asymétrique avec la République dominicaine, caractérisée par des exportations dominicaines en hausse et des exportations haïtiennes insignifiantes, renforce cette vulnérabilité. Le contrôle territorial des ports et des frontières par les élites économiques nationales, en coordination avec des acteurs extérieurs, maintient Haïti dans une situation de vulnérabilité et facilite le développement de circuits criminels basés sur la contrebande, le trafic de drogue et le commerce de marchandises non déclarées.

Les principales familles d'entrepreneurs haïtiens – souvent citées comme exemple d'une élite économique concentrée – n'ont pas construit une base industrielle solide ni investi dans des infrastructures productives susceptibles de dynamiser les circuits internes de production et de coopération. Au contraire, elles ont agi de manière rentiste, s'appropriant les revenus fonciers, exploitant les privilèges fiscaux et, dans certains cas, entretenant des liens avec des groupes armés qui contrôlent des territoires stratégiques. Cette dynamique empêche l'émergence d'une bourgeoisie nationale engagée dans un projet de développement et renforce la prédominance d'une économie fragmentée, informelle et, dans une large mesure, prédatrice.

Ainsi, les circuits spatiaux de production et les cercles de coopération à Port-au-Prince sont déstructurés, polarisés entre des enclaves formelles orientées vers l'extérieur, un circuit inférieur de survie et des circuits criminels qui capturent des fractions du territoire et des flux économiques. La crise urbaine ne peut s'expliquer uniquement par des lacunes techniques ou des chocs exogènes, mais apparaît comme le résultat d'une architecture politique et économique qui produit et reproduit la précarité comme forme de gestion de l'espace.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Cette recherche a analysé les crises et les défis qui entourent les circuits spatiaux de production et les cercles de coopération dans la ville de Port-au-Prince, mettant en évidence que la crise urbaine haïtienne est avant tout un phénomène politique et historiquement produit. En articulant les références de Santos, Anglade et Harvey à la trajectoire territoriale d'Haïti, il a été démontré que la configuration actuelle de la capitale résulte d'une combinaison de dette coloniale, d'occupations militaires, de néolibéralisation de l'économie et de prédominance des élites rentières.

Il a été constaté que le projet de nation esquissé par Dessalines en 1805 – qui articulait la décentralisation territoriale, le contrôle étatique des ressources naturelles et le renforcement des bases productives internes – a été interrompu par des contre-révolutions successives, ouvrant la voie à un modèle centré sur l'exportation de produits primaires, la capture des rentes foncières et la dépendance financière. L'imposition de la rançon française de 1825, l'occupation américaine et les interventions plus récentes ont approfondi la subordination extérieure, redéfinissant les circuits de production et transformant Port-au-Prince en un nœud central d'une économie déstructurée.

À l'échelle urbaine, la ville se présente comme un espace d'extrême concentration des fonctions étatiques et économiques, mais avec des circuits spatiaux de production précaires, fragmentés et soumis à de fortes asymétries. Les zones franches et les enclaves de services avancés intègrent Haïti dans les chaînes de valeur mondiales, mais sans générer de liens significatifs avec le territoire national, tandis que le circuit urbain inférieur se développe comme un mécanisme de survie au milieu de la pauvreté. L'économie criminelle, soutenue par des circuits parallèles de coopération entre les élites, les intermédiaires politiques et les gangs armés, s'approprie des portions du territoire et transforme la violence en instrument d'accumulation.

L'État haïtien, affaibli, symbolique et soumis à de multiples pressions extérieures, a perdu une grande partie de sa capacité à planifier et coordonner le développement urbain et économique, permettant ainsi à des acteurs privés, des agences internationales et des groupes armés de prendre des décisions cruciales sur l'utilisation du territoire. Cette déstructuration institutionnelle érode les cercles

de coopération publique et aggrave la désarticulation des circuits productifs, créant un environnement urbain où la précarité n'est pas un accident, mais un élément constitutif de l'ordre établi.

La situation de Port-au-Prince ne doit toutefois pas être interprétée comme une fatalité géographique ou culturelle, mais comme le résultat de choix politiques et économiques qui peuvent être remis en question. La restructuration des circuits spatiaux de production et des cercles de coopération exige une rupture avec la logique rentière et dépendante qui a guidé la formation territoriale d'Haïti, impliquant une réorientation profonde de l'État vers la souveraineté nationale, la décentralisation territoriale et la reconstruction des bases productives et institutionnelles. La solution à la crise est donc éminemment politique : elle suppose l'émergence de forces sociales et politiques capables de disputer le contrôle de l'État, de redéfinir l'utilisation du territoire et d'instaurer de nouvelles formes de coopération qui placent la vie collective et la justice socio-spatiale au centre du projet de développement.

RÉFÉRENCES

- ARACRI, Luis Angelo dos Santos. Circuitos espaciais da produção, círculos de cooperação e a modernização do setor agrícola brasileiro. **Revista Tamoios**, v. 18, n. 1, p. 47-59, jan.-jun. 2022.
- ANDRADE, Adriano Bittencourt. Dinâmica urbana de espaços em crise: Porto Príncipe/Haiti. **Mercator**, Fortaleza, v. 15, n. 4, p. 15-26, out.-dez. 2016. Disponível em: <https://www.scielo.br/j/mercator/a/trqJsSfS5HrhTKyMxKshHBG/>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- ANGLADE, Georges. **Atlas critique d'Haïti**. Montréal: CIDIHCA, 2008.
- ANGLADE, Georges. **L'espace haïtien**. Montréal: Presses de l'Université du Québec, 1974.
- BANCO MUNDIAL. **Chomage des jeunes** (% de la population ative agee de 15-24 ans) (estimation modélisée OIT) – Haiti, 2026. Disponível em: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.1524.ZS?locations=HT>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BRH). **Rapport annuel 2011-2012**. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti, 2012. Disponível em: <https://www.brh.ht>
- FERREIRA, Alane; ZANOTELLI, Cláudio. **Os círculos de cooperação e o circuito espacial da produção na economia globalizada**. Vitória: EDUFES, 2020.
- GOULET, Jean. **L'organisation des services urbains: réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince**. Thèse (Doctorat en Etudes Urbaines) – Université du Québec à Montréal, Montréal, 2007. Disponível em: <https://archipel.uqam.ca/10011/1/D1457.pdf>. Acesso em : 15 fev. 2026.
- HARVEY, David. David Harvey na FAU USP – A urbanização e as crises. **PosFAUUSP**, v. 19, n. 32, p. 10-24, 2012a. Disponível em: <https://www.revistas.usp.br/posfau/article/download/52452/56444>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- HARVEY, David. **O enigma do capital e as crises do capitalismo**. São Paulo: Boitempo, 2012b.
- IHSI – Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique. **Estimations désagrégées de la population haïtienne en 2024**. Delmas, Haiti: Direction des Statistiques Démographiques et Sociales (DSDS); (IHSI), jul. 2024.
- JANVIER, Louis Joseph. **Les constitutions d'Haïti (1801-1885)**. London, United Kingdom: Forgotten Books, 2018.
- JOACHIM, Jean. **Le sous-développement et la dépendance en Haïti**. Port-au-Prince: Éditions Caraïbes, 1975

- JOHNSTON, Jake. **Aid State**: elite panic, disaster capitalism, and the battle to control Haiti. New York: St. Martin's Press, 2024.
- JOSEPH, Wisnel; SILVA, Gerardo Alberto. Análise da urbanização de Porto Príncipe no Haiti e suas relações com o meio ambiente. In: XX ENANPUR 2023. **Anais**[...] Belém, 23-26 maio 2023. Disponível em: <https://anpur.org.br/wp-content/uploads/2023/08/st04-11.pdf>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- LE NOUVELLISTE. **Les exportations dominicaines vers Haïti en 2024**: une relation commerciale à sens unique. Le Nouvelliste, 12 fev. 2025. Disponível em: <https://lenouvelliste.com/article/253238/les-exportations-dominicaines-vers-haiti-en-2024-une-relation-commerciale-a-sens-unique>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- LUCIEN, G. E. Racines historiques du désastre du 12 janvier 2010 à Port-au Prince. In: In : GOULET, J. (Ed.). **Perspectives de développement de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, horizon 2030** – Programme de Recherche dans le Champ de l'Urbain FED/2015. Montréal, CA: Université du Quebec à Montreal, 2018. p. 360-478.
- MILIAN, Johan; TAMRU, Bezunesh. Port-au-Prince, ville du risque? Un mythe au prisme d'une urbanisation vulnérable. **Études Caribéennes**, Ed. Université des Antilles, v. 39-40, abr.-ago. 2018. Disponível em: <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/11464>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- MORAES, Antônio Carlos Robert. Circuitos espaciais da produção e círculos de cooperação no espaço. Tradução nossa do texto original "Los circuitos espaciales de la producción y los círculos de acumulación en el espacio". In: YANES, L.; LIBERALLI, A. (orgs.). **Aportes para el estudio del espacio socioeconómico**. Buenos Aires: El Colóquio, 1989.
- OEA – Organização dos Estados Americanos. **Assessment of Economic Opportunities in Jérémie**. Washington, D.C.: OEA, 2013.
- SAINTÉ, Guerby. O Estado e a política da urbanização: nova perspectiva para o desenvolvimento socioeconômico da cidade de Porto Príncipe. **Anais das Semanas de Geografia da Unicamp**, 2018, p. 109-117. Disponível em: <https://ocs.ige.unicamp.br/ojs/semanageounicamp/article/download/3418/3283>. Acesso em: 15 fev. 2026.
- SANTOS, Milton. **A natureza do espaço**: técnica e tempo, razão e emoção. São Paulo: Edusp, 1996.
- SANTOS, Milton. **A urbanização brasileira**. 5. ed. São Paulo: Edusp, 1993.
- SANTOS, Milton. **Metamorfoses do espaço habitado**. São Paulo: Hucitec, 1966.
- SANTOS, Milton. **O espaço dividido**: os dois circuitos da economia urbana dos países subdesenvolvidos. São Paulo: Edusp, 1979.
- SANTOS, Milton. **Por uma geografia nova**: da crítica da geografia a uma geografia crítica. São Paulo: Hucitec, 1978.
- SANTOS, Milton. **Por uma outra globalização**: do pensamento único à consciência universal. 24. ed. Rio de Janeiro: Record, 2015.
- SANTOS, Milton; SILVEIRA, Maria Laura. **O Brasil**: território e sociedade no início do século XXI. 12. ed. Rio de Janeiro: Record, 2010.
- SILVA, Armando Corrêa da. **Geografia e espaço**: a crítica da geografia em tempos de globalização. São Paulo: Contexto, 2012.
- THÉODAT, Jean-Marie. Port-au-Prince en sept lieues. **Outre-Terre**, v. 1, n. 35-36, p. 123-150, fev. 2013.
- TRADING ECONOMICS. Haiti – GDP per capita PPP. **Trading Economics**, 2024. Disponível em: <https://tradingeconomics.com/haiti/gdp-per-capita-ppp>. Acesso em: 15 fev. 2026

TRADING ECONOMICS. Haiti – Exportações do Haiti. **Trading Economics**, 2025. Disponível em: <https://pt.tradingeconomics.com/haiti/exports>. Acesso em: 15 fev. 2026.

WORLD BANK GROUP. Haiti – Overview. **World Bank**, S.d. Disponível em: <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview>. Acesso em: 15 fev. 2026.